



HAL
open science

Le développement rural en coopération a-t-il encore du sens ?

Denis Pesche

► **To cite this version:**

| Denis Pesche. Le développement rural en coopération a-t-il encore du sens ?. 2003. hal-01699164

HAL Id: hal-01699164

<https://hal.science/hal-01699164>

Submitted on 2 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le développement rural en coopération a-t-il encore du sens ?

par Denis Pesche

Le monde rural est bien une réalité, qui pourrait en douter ? Pourtant, la coopération au développement rural se distribue de plus en plus selon trois grandes approches faisant chacune l'objet de réflexions relativement autonomes : l'approche économique, la lutte contre la pauvreté et les approches spatiales et territoriales. Va-t-on vers un éclatement du développement rural ?

Le développement rural a-t-il encore un sens ? La question peu paraître choquante quand on sait l'importance du milieu rural dans nombre de pays du Sud. Elle peut pourtant avoir sa pertinence si on analyse la façon dont sont discutés au niveau international, mais aussi local, les problèmes et l'avenir des zones rurales. Plusieurs décennies de coopération en développement rural avec l'influence certaines des agronomes dans la définition et la mise en œuvre des politiques de coopération au Sud ont contribué à faire du développement rural un domaine d'intervention et de définition de politiques spécifiques.

Eclatement du « monde du développement rural »

L'analyse des évolutions en cours montre que ce « monde du développement rural » est en train d'éclater sous la poussée de plusieurs forces. La première est la **domination des analyses purement économiques de l'activité agricole** qui tendent à faire des questions agricoles un sujet banal, à traiter au même titre et avec les mêmes outils que n'importe quel autre secteur économique. Cette tendance prend racine dans l'influence croissante qu'ont eu les analyses économiques néo-libérales sur les questions de développement (Dezalay et Garth, 1998). Ce point de vue économique entraîne souvent une vision de l'activité agricole centrée sur les produits agricoles (les filières) et véhicule une vision du monde rural composé d'un agrégat de filières différentes, plus ou moins organisées, plus ou moins ouvertes sur le marché international.

Proposant une vision « orientée par le marché », ces analyses se sont accompagnées d'une deuxième tendance, initialement portée par des acteurs anglo-saxons, qui est celle de la **lutte contre la pauvreté**. Puisant ses racines dans le constat évident de l'échec relatif des politiques d'ajustement économique mises en œuvre par certains pays du Sud, ce nouveau dogme de la lutte contre la pauvreté véhicule souvent

une vision duale : il y aurait, d'un côté, les acteurs du Sud qui sont dans le marché et qui peuvent y tirer leur épingle du jeu, et, de l'autre côté, les pauvres, qui peuvent difficilement profiter des opportunités des marchés et pour lesquels des politiques spécifiques sont donc nécessaires. Dans une certaine mesure, la domination des analyses en termes de lutte contre la pauvreté n'est que la deuxième face de l'approche purement économique libérale de l'activité agricole : la notion de « défaillance du marché » exprime à elle seule l'idée implicite que le marché est le mode de régulation le plus naturel, sauf exception qu'il faut « traiter » par d'autres instruments. La prégnance de cette notion de lutte contre la pauvreté se vérifie dans sa capacité à devenir une nouvelle vision du monde du développement.

Sur cette question de la pauvreté en milieu rural, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance, les analyses les plus clairvoyantes sont sans doute celles qui tentent d'analyser la pauvreté non pas comme un état, mais comme un processus. Autrement dit, l'important n'est pas forcément de décrire, avec raffinement, qui sont les pauvres, combien sont-ils ? mais plutôt de comprendre les mécanismes d'appauvrissement actuellement à l'œuvre en milieu rural grâce au croisement de plusieurs appro-

ches disciplinaires (IRD 1999, Scoones 1998, ENDA 1996). Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté intègre aussi des analyses multidimensionnelles qui reconnaissent, pour la première fois, les relations entre inégalités et pauvreté. Par contre, ce rapport évoque peu la nécessité d'actions spécifiques pour le milieu rural et encore moins les politiques agricoles et commerciales, dont on peut penser qu'elles ont une influence sur la pauvreté.

Enfin, le développement rural est sujet à une troisième force, et non la moindre, qui est en fait un faisceau de différentes approches ayant en commun, à des échelles différentes, d'inscrire la

résolution des problèmes du monde rural dans **des approches englobantes et territorialisées**, mettant en jeu un grand nombre d'acteurs. Le niveau le plus large est celui de la planète avec

Pour plus d'informations

Coordonnées de l'auteur

Denis Pesche
CIRAD TERA, Agriculture familiale
et mondialisation

Tél : +33 (0)4 67 61 58 00 (poste 45 38)

Mél : denis.pesche@cirad.fr

Denis Pesche était secrétaire exécutif de l'Inter-Réseaux jusqu'en février 2003.

Ce texte reprend en grande partie une note de prospective rédigée en 2000 dans le cadre de l'Inter-Réseaux développement rural.



les enjeux reconnus par tous comme majeurs que sont l'environnement (climat, ressources naturelles et génétiques). Même si on voit encore difficilement la façon dont les acteurs du Sud peuvent peser sur ces enjeux, il ne fait plus de doute qu'une partie de l'avenir des pays en développement se joue dans le cadre des grandes négociations multilatérales autour de ces enjeux.

A l'opposé, le niveau local prend une importance croissante dans la définition des politiques et surtout dans la possibilité concrète des acteurs à les infléchir dans le sens de leurs attentes. Les processus de décentralisation, la reconnaissance croissante du rôle que peuvent jouer les acteurs des « sociétés civiles » sont autant d'éléments qui confirment cette nouvelle importance du local.

On peut donc faire le constat que le développement rural, en tant qu'objet de recherche, d'analyse et de domaine d'élaboration de politiques publiques spécifiques, est aujourd'hui en train de se fragmenter sous la pression de plusieurs forces centrifuges. Cette évolution impose à la plupart des anciens « spécialistes » du monde rural d'intégrer à leur outillage classique des notions issues des trois grandes approches qui découpent l'univers du développement rural : l'approche économique et ses déclinaisons, la lutte contre la pauvreté et les approches territorialisées.

Dénominateurs communs

Quels sont les dénominateurs communs à ces différentes forces qui s'interpénètrent dans les analyses aujourd'hui en cours du monde rural ? Le premier point commun entre différentes approches est sans doute **la prééminence croissante des analyses en termes de jeu d'acteurs**, quelque soit le niveau considéré, où chacun, selon l'angle choisi, en arrive inmanquablement à la conclusion que le développement est un processus qui ne se conçoit qu'à travers des négociations et des compromis entre acteurs. La seconde tendance commune, certes plus controversée, consiste à reconnaître la nécessité **de nouveaux mécanismes de régulation**, aux différents niveaux de gouvernance, afin de faciliter l'ajustement des différentes règles et normes dictant la conduite des acteurs concernés.

Ce qui est sûr, c'est que l'interdépendance croissante des différents niveaux (local, national, global) combinée à la progression vigoureuse de la société de l'information donne aux acteurs des marges d'initiative et de manœuvre sans précédent. Qui peut prédire les conséquences que cela pourra avoir sur les modes de résolution des problèmes du monde rural ?

Et l'Etat dans tout cela ? Il semble le grand oublié, tout en refaisant surface dans les discours qui appellent à sa refondation. En partie vidé de sa substance, par le haut avec l'ajustement structurel et la globalisation, et par le bas avec la décentralisation, la nécessité d'une refondation de l'Etat se fait jour, ou plutôt de la refondation de la « chose publique », considérée comme l'élaboration de règles communes, acceptées par le plus grand nombre, et visant à permettre aux sociétés de produire elles-mêmes du sens à travers des politiques publiques réellement « endogènes ».

Genèse de nouvelles manières de penser le monde rural

Au Nord comme au Sud, nous sommes probablement en train d'assister à la genèse de nouvelles manières de penser le monde rural. Au Nord, l'exigence croissante de qualité de la part des consommateurs mais aussi de qualité de vie de la part des citoyens a amené l'émergence de la notion de multifonctionnalité de l'agriculture. Au Sud, l'incapacité des politiques publiques, soutenues par les diverses agences de coopération, à résoudre durablement les défis du monde rural, cache peut-être la naissance de formes nouvelles de modernités, combinant tout en les dépassant, la modernité occidentale, centrée sur la recherche du bien-être individuel, à des formes renouvelées de modernité issues des sociétés rurales du Sud, comme le savoir-faire politique du dialogue respectueux des minorités et les multiples savoir-faire liés à la sécurisation des individus et de leurs ressources.

En conclusion, l'humilité et l'ouverture seront sans doute des qualités plus que nécessaires pour être capable de comprendre les évolutions en cours du monde rural au Sud, étape indispensable pour qui prétend accompagner ces évolutions. L'écoute et le respect de l'autre seront aussi indispensables pour laisser se développer, à leur rythme, des processus portés par les acteurs locaux et susceptibles de préfigurer les nouveaux visages des sociétés rurales de demain. A côté de l'expertise comme mode de lecture et d'explication du monde, avec les changements réguliers de modes et priorités, les acteurs dominants de la coopération au développement rural sauront-ils favoriser l'existence et le renforcement, hors de leur influence, d'acteurs locaux capables de forger leur propre vision du monde rural en devenir ? ■

Sources bibliographiques

Banque mondiale, *Rapport 1999 et Combattre la pauvreté – Rapport sur le développement dans le monde 2000 – 2001.*

Dezalay Yves et Garth Bryant, « *Le Washington consensus : contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme* », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°121/122, mars 1998.

ENDA, *Réinventer le présent*, 1996.

IRD et GRET, *Synthèse d'étape de l'expertise collective « ménages et crises »*, avril 1999.

Scoones Ian, *Sustainable Rural Livelihood : A Framework for Analysis*, IDS Working Paper, juin 1998.